

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

22^{ème} année - N° 3963 - Lundi 20 Septembre 2021 - Prix : 200 Fc

POLITIQUE

Des proches de Mouigni Baraka favorables au dialogue national



CRISE ALIMENTAIRE

**Le gouvernement annonce
de nouvelles mesures contre la crise**

LIRE PAGE 2

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

**Prières aux heures officielles
Du 16 ao 20 Septembre 2021**

Lever du soleil:

06h 01mn

Coucher du soleil:

18h 03mn

Fadjr : 04h 49mn

Dhouhr : 12h 05mn

Ansr : 15h 18mn

Maghrib: 18h 06mn

Incha: 19h 20mn



CRISE ALIMENTAIRE

Le gouvernement annonce de nouvelles mesures contre la crise

Les ministères de l'économie, des finances et du transport maritime ont animé une conférence de presse samedi dernier pour s'exprimer sur la pénurie et la crise alimentaire qui a frappé le pays ces derniers mois. Et selon eux, plusieurs solutions ont été trouvées au niveau de la douane, du financement des opérateurs économiques et du transport maritime, qui sont les principaux goulots d'étranglement.

Pour soutenir les opérateurs économiques du pays, l'Etat a mis en place un fonds de garantie de 5 milliards de nos francs pour l'octroi de crédits à un taux d'intérêt réduit à 6%. Samedi dernier, les ministres de l'économie, des finances et du transport maritime en présence de la directrice de la Meck Moroni et du président de l'UCCIA se sont encore exprimés sur la pénurie des produits de première nécessité. Mze Aboudou Mohamed Chafiou a annoncé qu'une convention a été signée avec le secteur privé et sera en vigueur à partir de ce lundi 20 septembre. « Ces derniers jours, nous avons rencontré les commerçants et nous avons établi déjà des listes et des montants sont dorénavant avancés

pour relancer le commerce », annonce-t-il.

Pour un début, sept produits sont recensés à savoir la farine, l'huile, le sucre, les produits carnés, le lait, les produits pharmaceutiques et les produits pour la fabrication de l'eau. « Ce sont les commerçants qui commandent ces produits qui seront bénéficiaires de ce financement avec un taux de 6% pour 8 mois », précise le ministre de l'économie. Selon lui, le pays ne peut pas rester à la traîne. « Il y a eu des incidences à cause de la Covid-19. Et avec cette démarche, le comorien peut commencer à ressentir les impacts à partir du mois d'octobre prochain », ajoute-t-il. Le ministre de l'économie annonce aussi que les personnes entrant dans ce dispositif auront des conditions à respecter. « Nous allons mettre un contrôleur pour veiller à ce que toutes les règles soient appliquées. On ne veut plus entendre le comorien crier que le kilo d'aile de poulet se vend à 1500 FC sinon il y'aura des sanctions », avertit-il.

Pour ce qui est de la douane, le ministère des finances avait pris déjà des mesures et d'autres mesures viendront accompagner ce dynamisme. Pour ce qui est du transport maritime, toutes les dispositions



Ministre des finances, ministre de l'Economie et président de l'UCCIA

sont prises pour faciliter l'arrivée des bateaux. Le ministre des transports maritimes a d'emblée montré que les Comores ne sont pas les seuls à subir cette crise du fret maritime. « Nous avons deux lignes qui ravitaillent le pays et ces dernières n'arrivent plus chez nous. Des fois, ils laissent les conteneurs à

Longoni (Mayotte). Et des négociations sont en cours pour régler le problème », annonce Ahmed Bazi. En interne, le gouvernement a entamé des négociations pour avoir un nouvel armateur pour récupérer les conteneurs de Longoni à Moroni le cas échéant. Autre initiative, l'Etat compte aussi ouvrir deux lignes à

savoir Dubai-Moroni et Tanzanie-Moroni pour prendre en charge le pays en cas de crise. « Pour faciliter les opérations maritimes, une nouvelle réglementation va être mise en place dans les ports et dans la manutention pour rassurer les armateurs », précise-t-il.

Ibnou M. Abdou

CHAYHANE À COMORES TELECOM :

" Une nomination politique et non technique "

Le chef de l'Etat vient de nommer par décret son ancien ministre des finances, Said Ali Chayhane, au poste de directeur général de Comores Télécom. Une nomination « politique et non technique », qui plus est s'écartere du règlement intérieur de ladite société. Selon ce règlement en effet, seuls les agents issus de Comores Telecom peuvent en prendre les rênes.

Une grande première depuis les années 98 que le règlement de la société nationale des télécommunications a un directeur qui n'est pas issu de la maison. Le règlement intérieur est pourtant clair : seuls les agents y travaillant

ou y ayant travaillé peuvent prétendre au poste de directeur général. Mais ce verrou qui faisait sans doute la promotion de la méritocratie est sauté pour la première fois depuis 1998. En effet, la nomination de Said Ali Chayhane à Comores

Telecom va à l'encontre des textes en vigueur car ce dernier n'a jamais été employé par l'opérateur historique, ce qui a suscité des interrogations au sein personnel.

« C'est la première fois qu'on nomme un directeur général qui n'a jamais travaillé ici. Je n'ai jamais vu pareil. C'est contre notre règlement intérieur. Said Ali Chayhane n'a jamais travaillé ici, il ne maîtrise pas le domaine numérique. Je n'ai rien contre lui, mais c'est une question d'une société où il faut beaucoup de

technique que de politique. Le président aurait pu nous envoyer quelqu'un qui a travaillé dans la société, qui connaît les rouages. Ou sinon, nommer un des jeunes cadres techniques qui travaillent encore ici », s'indigne ce jeune technicien qui souhaite garder l'anonymat pour des raisons évidentes.

« Nous avons des jeunes compétents qui maîtrisent bien la télécommunication. Il ne fallait pas les ignorer. La situation dans laquelle se trouve Comores Telecom présente-

ment, demande un technicien qui pourra rehausser et améliorer la qualité des services pour rattraper le retard. Lequel retard ne peut qu'avantager notre concurrent Telma. Et c'est une raison de plus de privilégier Sans oublier notre concurrent Telma. Raison pour laquelle la technique devait primer sur la politique », a poursuivi notre interlocuteur.

Nassuf Ben Amad

DIALOGUE NATIONAL

Le GENEC-R adhère sans conditions à l'appel du président Azali

Le GENEC Renové a tenu une conférence de presse vendredi dernier pour exprimer son soutien au dialogue national lancé par le pré-

sident Azali. Le leader du parti, entouré par des membres montre que l'opposition ne sera pas entièrement absente au dialogue.



GNEC-R au cœur du dialogue national, soutient Azali Assoumani », lit-on sur une banderole déployée lors d'une conférence de presse du parti. Et tout comme les autres partis de la mouvance présidentielle, il adhère à l'appel lancé par le président de la République. L'adjoint au maire de Mutsamudu montre que GNEC-R soutient le chef de l'Etat sans conditions depuis qu'il leur a tendu la main lors des assises nationales. « Le but de ce dialogue est de remettre à niveau certaines institutions en particuliers les instances de la CENI », avance Siradjiddine Soilih. Cela revient à dire que ce n'est pas toute l'opposition qui va s'absenter au dialogue. Il estime qu'il y existe une

opposition constructive dans l'archipel.

Le président du GENEC-R explique par la suite qu'il s'alignera sur toutes les décisions qui seront prises par le président de la République. « On a délégué la mouvance présidentielle et sur elle repose notre confiance totale », poursuit-il, avant de rappeler que « on est fidèle au président et cela sans condition. On n'a jamais rien demandé en retour. On le remercie de nous avoir offert successivement une direction et aujourd'hui un ministère », allusion à leur leader Djaffar Salim Allaoui, fraîchement nommé ministre de l'éducation nationale après avoir été directeur régional des impôts à Anjouan.

Au sujet des prisonniers politiques, le parti de Djaffar Salim alias Sarkozy, fait sa propre lecture de la définition du prisonnier politique. « Un prisonnier politique, par définition, c'est quelqu'un qui est emprisonné pour un délit d'opinion. D'ailleurs cela n'a aucun chef d'accusation qui peut tenir debout devant la loi. Mais eux (Salami et Sambi, ndlr) qui sont détenus pour avoir transgressé la loi et sont poursuivis à cause d'infractions bien précises, troubles à l'ordre public et/ou détournement de deniers publics », précise-t-il.

Nabil Jaffar

POLITIQUE

Des proches de Mouigni Baraka sont favorables au dialogue national

Dans une conférence de presse, la RDC « tendance Mouigni Baraka » estime que ce dialogue est un appel à rompre avec le passé en vue de trouver une solution pour sortir le pays de son gouffre. Les assises se sont mal déroulées et les nombreuses crises politiques et alimentaires sont les conséquences, expliquent les conférenciers pour dire qu'en acceptant le dialogue national, des solutions peuvent être apportées et aller vers l'intérêt de la nation.

Devant la presse, c'était Mohamed Soulé, le député Oumouri, Salim et Raoul

Delapeyre ancien commissaire aux finances qui ont regretté que depuis 46 ans d'indépendance, le pays continue à vivre dans l'instabilité politique. Cependant depuis 2019, les crises politiques se sont accentuées au niveau du pays à un niveau inimaginable. C'est pour trouver des solutions à ces crises à la fois politiques, sociales et alimentaires, que ces cadres du Rassemblement pour la démocratie aux Comores (RDC) proches de l'ancien gouverneur Mouigni Baraka Said Saoulihi, demandent aux hommes politiques du pays de laisser le passé derrière pour se concentrer sur le présent. « Dans tous les pays, il existe des

moments difficiles, des tensions politiques et des crises de tout genre. Cependant, il est nécessaire de s'asseoir pour réfléchir pour trouver des solutions. Il faut que nos frères politiques oublient les assises car c'est certain qu'elles se sont mal déroulées. Les crises actuelles en sont la preuve. Donc il faut accepter de s'asseoir avec le président de la république et discuter sur l'intérêt national », préconise Raoul Delapeyre.

Pour les conférenciers, ce pays n'appartient personne. Le bonheur d'un pays n'est pas l'œuvre d'un seul individu mais le fruit des efforts communs. C'est pour cette raison

que l'ancien député Oumouri a montré à son tour sur un ton lugubre que « depuis très longtemps, le plus grand mal de ce pays est la violation de la loi commune. L'on s'entend sur une telle loi et aussitôt vient une autorité suprême pour la braver. Il faut cesser d'instrumentaliser les lois. Car, cette habitude ne permet pas aux investisseurs d'investir dans le pays car ils se demandent sur la base de quoi ils le font ». Ce dernier demande aux ministres de l'économie et des finances de faire des bilans basés sur des indicateurs qui permettent le développement du pays. Et dire que ces indicateurs se focalisent sur le taux de

chômage et indiquent les paramètres importants pour créer des emplois.

Quant à Mohamed Soulé, il s'est focalisé sur la crise économique qui frappe le pays ces derniers temps. Il a rappelé que la Covid-19 a bouleversé les économies mondiales sur deux paramètres importants à savoir le choc de la demande et de l'offre. Il sollicite l'intervention de la banque centrale des Comores par une baisse de ses taux d'intérêt pour permettre aux banques commerciales de souffler.

Kamal Gamal

POLITIQUE

Le RDC « tendance Djaé » dit oui au dialogue national

Lors d'une rencontre avec la presse, le 18 septembre dernier, le porte-parole du RDC, courant Djaé Ahamada Chanfi, a déclaré que le parti est ouvert au dialogue national. Pour lui ce dialogue est un moyen d'apaiser les tensions politiques et de mener des réflexions communes pour le bien-être de la nation.

Contrairement au Front commun qui rejette le dialogue national lancé par le président de la république, le parti RDC tendance Djaé Ahamada Chanfi se dit prêts pour le dialogue. C'était l'occasion pour Djaouad de montrer que le dialogue est une initiative lancée par le chef de l'État pour favoriser un apaisement et rapprochement

des partis politiques et de créer un environnement propice au développement du pays. « Ce dialogue est une solution à toutes les situations difficiles que traverse le pays. C'est une occasion de nous asseoir et discuter de tous les problèmes de notre pays, comme des grands, comme des personnes civilisées en vue de trouver des solutions négociées »,

déclare Djaouad Mohamed porte-parole du parti RDC.

Il s'agit d'encourager l'opposition et d'autres hommes politiques qui considèrent cette main tendue comme un piège. Pour lui, il est difficile de distinguer l'amer du sucré si l'on ne goûte pas. Car de nombreux opposants considèrent le président Azali comme le lion qui sourit à sa proie pour mieux la dévorer. Ainsi, le porte parole du parti RDC pro Djaé explique que l'opposition rejette le fait que le président Azali n'est pas légitime ou légal alors que toutes les nations le reconnaissent comme un président légal, pour preuve la venue de la mission de l'Union africaine à Moroni. « Cette mission a d'abord salué cet engagement d'ouvrir un dialogue qui nous permettra à nous-mêmes de résoudre nos problèmes. Les opposants doivent saisir l'opportunité pour démasquer le visage du président car toute l'Afrique sera témoin de

cette rencontre. Et si jamais le président s'écarte de ce dialogue, l'opposition aura l'avantage sur lui au niveau continental », dit-il.

Pour ce directeur régional de l'ADC Hahaya si l'opposition s'abstient de ce dialogue, elle aura raté une occasion en or pour apporter sa contribution pour le bien-être de la population. Si réellement, la volonté des opposants est le bien-être du pays, insiste le conférencier, le moment est venu de le construire. « Je profite pour rappeler que l'opposition ne reconnaît pas toujours le scrutin présidentiel du 2019, alors qu'ils ont participé. La primauté maintenant est que les opposants acceptent de venir voir réorganiser la commission électorale nationale indépendante et les commissions insulaires et ensuite réviser les lois pour préparer un bon déroulement des élections présidentielles de 2024 », avance-t-il.

Kamal Gamal



BRÈVES

Kiki décline le poste de conseiller spécial auprès du chef de l'État

L'ex-ministre de l'Intérieur Mohamed Daoudou alias Kiki a refusé le poste de conseiller spécial auprès du chef de l'État. Le leader du parti Orange, principal formation politique alliée au parti présidentiel la CRC, a été ministre de l'Intérieur entre 2016 et août 2021. D'aucuns lui prêtent déjà des ambitions présidentielles en 2024.

Le théologien Mohamed Bajrafil nommé ambassadeur des Comores à l'UNESCO

Le théologien de renommée internationale Mohamed Bajrafil est nommé ambassadeur des Comores à l'UNESCO, l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture. Mohamed Bajrafil est théologien, linguiste, essayiste et imam dans des mosquées en France. Il est également secrétaire général du Conseil théologique musulman du même pays. Ce Franco-Comorien défend un islam modéré, loin du salafisme porté par des grands pays musulmans. « On ne peut pas lire le Coran aujourd'hui avec des lunettes d'il y a quatorze siècles », soutient dans un de ses livres celui qui promeut un islam ouvert sur le XXIe siècle.

Rectificatifs

Dans nos N°3961 et 3962 respectivement du 16 et 17 septembre 2021, nous avons affirmé que la délégation de l'Union africaine qui a séjourné à Moroni du 5 au 8 septembre pour jeter les bases du dialogue national, « considère qu'il n'y a pas de prisonniers politiques aux Comores ». Il se trouve que ces propos tenus par le monsieur paix et sécurité de l'organisation panafricaine lors de sa conférence de presse le 16 septembre, ne sont pas les siens propres mais ceux du chef de l'État Azali Assoumani, que le commissaire Adeoye rapportait à la presse assisté par un interprète. Dit autrement, ces propos n'engagent pas l'UA qui n'a fait que les rapporter.

Le pole mère enfant de Mohéli a été financé par le Croissant rouge des Emirats arabes unis

Dans notre article intitulé « Le chemin vers l'émergence », paru dans La Gazette des Comores du vendredi 17 septembre dernier, nous avons écrit par omission que la construction du pole mère enfant du CHRI de Fomboni a été réalisée sous financement du projet COMPASS, ce qui n'est pas exact. Cette infrastructure a bénéficié d'un financement du Croissant rouge des Emirats arabes unis. Une mission de ce dernier séjourne d'ailleurs actuellement aux Comores pour suivi des projets qu'il finance dans notre pays.

INFRASTRUCTURES

Le Ministre de l'aménagement satisfait des travaux d'assainissement de Fomboni

À quelques mois de la réception provisoire des travaux d'assainissement de la voirie de Fomboni, le Ministre de l'aménagement Afretane Yssoufa accom-

pagné de ses techniciens du Ministère ont procédé à une visite des 10 kilomètres de route construite dans le centre de la capitale mohélienne. Malgré quelques

retouches qui devront se faire, le Ministre se dit satisfait de la qualité des travaux.

Débutés au mois d'avril 2020 pour un délai de 14 mois au départ, les travaux d'assainissement de la ville de Fomboni ont dû être stoppés à cause de la deuxième vague de covid-19. Un délai supplémentaire de 7 mois a dû être rajouté pour pouvoir arriver à terme des travaux prévus. Le Ministre de l'aménagement du territoire avec ses techniciens ont procédé ce jeudi à la visite de ces travaux en vue de la réception provisoire prévue dans quelques mois. La réception définitive étant prévue quant à elle dans un an comme le stipule le contrat.

Cette visite concerne la totalité de l'itinéraire soit 10 kilomètres réhabilités dans la voirie de Fomboni. « Nous avons visité l'en-

semble des travaux et sommes satisfaits avec quelques réserves mineures qui pourront être corrigées d'ici quelques mois avant de procéder à la réception provisoire » devait expliquer le Ministre. « Il faudra attendre une année après la réception provisoire pour constater s'il n'y a pas des défauts ou des vices cachés » a-t-il rajouté.

À l'issue de cette année supplémentaire, le gouvernement comorien procédera à la réception définitive des travaux qui ont coûté 1 milliard 900 millions et qui sont réalisés par CGC, la société chinoise, sous financement du Fonds arabe pour le développement économique et sociale (FADES) « l'un des partenaires privilégiés au développement de l'Union des Comores » précise le Ministre avant de remercier le chef de l'Etat pour les efforts qu'il ne cesse de déployer pour la réhabilitation de nos infras-

structures sur l'ensemble du territoire national.

Quant à Li Bozhi, Directeur général de la société chinoise CGC, il rassure sans se vanter dit-il que ces routes peuvent faire largement 10 ans sans aucun souci. Pendant la réalisation de ces travaux, la société CGC a eu chaud avec les passants « heureusement la mairie, les policiers et la gendarmerie sont intervenus pour gérer la situation et jusqu'au aujourd'hui tout se passe bien » indique Li Bozhi.

Sur l'épineuse question des fuites d'eau sous l'enrobé, le patron de la CGC reconnaît que ce réseau d'eau vétuste continue à faire énormément des dégâts mais qu'il appartient à la société SONEDE de résoudre le problème. Il reconnaît également que cela demande des gros investissements.

Riwad



Reception provisoire de la route rénovée de Fomboni.

INFRASTRUCTURES

La route Miringoni-Ouallah en pleine réhabilitation

La portion de route Miringoni - Ouallah Mirereni construite il y a seulement 7 ans par l'entreprise COLAS sous financement de l'Union européenne est complètement délabrée. Les intempéries de ces derniers temps ont aggravé l'état de cette seule route qui relie la région de Mledjelé et Fomboni la capitale mohélienne. L'entreprise ERAC est appelée à couvrir les nids de poules. Cependant avec « la machine à préparer le bitume en panne » le travail s'effectue de manière artisanale.

Un tronçon de 9 km de route à réparer en 7 mois dans la région la plus arrosée de l'île, l'entreprise locale ERAC exécute ces travaux avec des soucis d'aléas pluviométriques et « d'une machine en panne » dit-on, qui risquent de retarder la date de remise. La route Miringoni - Ouallah construite pendant le régime Ikililou Dhoinine par l'entreprise COLAS s'est complètement détruite en espa-

ce de 7 ans par manque d'entretien. « Cette route est notre seule issue pour se rendre à Fomboni, mais elle a été mal construite par COLAS » croit un habitant de Nioumachoi. L'autre route qui mène à Fomboni en passant par Djando n'étant pas du tout praticable.

Toutefois avec le programme du « plan Comores émergent » qui vise à développer les infrastructures de base dont la réhabilitation des routes pour faciliter la circulation des biens et des personnes il a été prévu ces aménagements. C'est l'entreprise locale ERAC qui exécute ce projet dans un plus bref délai estimé à 7 mois. « Notre travail consiste à boucher les nids de poule qui se trouvent sur cette route. Mais avec les fortes pluies qui s'abattent régulièrement dans cette région, les travaux pourront être prolongés » souligne Abdou Soimadou Attoumane Keke, chef de chantier d'ERAC, avec à ses côtés des ouvriers qui préparent le goudron à partir du feu de bois.

Pour ce chef de chantier, que les

travaux avancent bien, « c'est juste après avoir effectué plus de la moitié du travail soit 6 km linéaires que la machine à préparer le goudron est tombée en panne. » Et pour ne pas freiner le chantier, « les techniciens d'ERAC font recours au feu de bois pour chauffer le bitume » précise-t-il.

Il convient de souligner que cette route est l'une des plus accidentées de Mohéli. Trois accidents sont enregistrés dans cette zone au cours de cette année. De par le nombre élevé des virages en S sur des pentes abruptes, l'excès de vitesse, le mauvais état de la route sont les principales causes de ces accidents. Les habitants de Nioumachoi sont obligés de se lever à 3h du matin pour prendre les taxis brousses et espérer être à Fomboni à 7h. Alors que de l'autre côté de Djando, une heure de temps suffisait pour faire la ligne Nioumachoi- Fomboni.

« Nous sommes fatigués de cette situation. Notre région est enclavée et notre économie asphyxiée, ce n'est pas normal dans une île de 211

km carré, de faire 3h de temps en voiture pour relier une ville à l'autre » regrette un chauffeur de taxi brousse. Il reste à savoir si cette réfection de nids de poule est un travail durable ou pas surtout par cette technique archaïque ? La réhabilita-

tion de la route Nioumachoi-Fomboni en passant par Wanani aurait déjà trouvé un financement, selon les autorités de l'État, on n'attend que le démarrage des travaux par l'entreprise chinoise.

Riwad



Route Miringoni Ouallah en cours de réhabilitation.

FAIT DIVERS

Le corps d'un homme sans vie pendu sur un cocotier

Un homme d'une quarantaine d'années a été aperçu pendu sans vie sur un cocotier d'environ 15 mètres de haut près du stade de football de Salamani, un quartier de Fomboni - Mohéli. Personne ne sait comment dans un milieu très fréquenté, ce malvoyant a pu arriver jusque là sans que personne ne le voit.

Il s'appelait Yssouf Ahmed très connu sous le pseudonyme de Toumtoum originaire de Ouani Anjouan. Il était le frère de Mwé Cheikh l'ancien gardien de but de Fomboni club. Selon un membre de sa famille, il était malvoyant, père de deux enfants qu'il avait eu avec une femme à Wanani Mohéli mais qui est décédée depuis quelques années. Et jusqu'à ce jour, Yssouf Ahmed n'avait pas de femme, selon

toujours un membre de sa famille.

Ces sources confirment que Toumtoum n'avait pas des histoires particulières connues et ne sortait pas régulièrement d'ailleurs. Il habitait au quartier Angola et ses parents ne savaient même pas qu'il était sorti.

Il était au environ de 17 h ce vendredi au stade de football de Salamani où un match amical allait se jouer, lorsqu'un petit garçon a

alerté la présence d'un homme suspendu sur le cocotier à 10 mètres du terrain.

Les agents de la sécurité civile ont été tout de suite alertés et n'ont pas tardé à venir suivis par la gendarmerie. Les manœuvres pour le faire descendre ont pris un peu de temps car très compliquées. Le corps déjà sans vie avec une corde autour du cou a finalement pu être descendu et pris par la sécurité civi-

le vers le CHRI de Fomboni juste à 100 mètres de là.

Son enterrement a eu lieu cette même nuit à Fomboni. Une enquête a été ouverte à la gendarmerie pour tenter de clarifier les circonstances de cette mort et le mobile de cette énigme s'il s'agit d'un suicide ou d'un acte criminel.

Riwad

SÉCURITÉ DES PATIENTS :

17 décès maternels depuis le début de l'année

Les Comores ont enregistré cette année 17 décès maternels. Et pour prévenir tout risque et assurer une bonne prise en charge de la mère et de son enfant, le ministère de la santé et l'OMS exhortent les parties concernées à « agir maintenant pour un accouchement sûr et respectueux ».

C'est sous le thème « les soins maternels et néonataux sans risques » que la journée mondiale de la sécurité des patients a été célébrée vendredi 17 septembre dans le pays. Cette thématique montre le fardeau important des préjudices auxquelles les femmes et les nouveau-nés du monde sont exposés en raison de soins dangereux. Dans une salle bien remplie d'agents de santé et des acteurs du ministère de la santé, le représentant de l'OMS auprès des Comores Dr Abdoulaye Diarra a souligné que chaque jour dans le monde, près de 5400 « mortinaissances » se reproduisent. Selon lui, 810 femmes perdent la vie et 6700 nouveaux nés décèdent.

L'OMS interpelle chaque pays à agir car la plupart de ces vies peuvent être sauvées par une bonne prestation sécuritaire. D'où le slogan « agir maintenant pour un

accouchement sûr et respectueux ». « Ce thème souligne la nécessité de prévenir les dommages causés aux femmes et aux bébés en raison de soins maternels et néonataux dangereux pendant la grossesse... Les soins dangereux comprennent des problèmes tels que le diagnostic tardif et incorrect, les erreurs d'identification du patient, les erreurs de médication, les erreurs d'anesthésie et de chirurgie, les pratiques dangereuses de transfusion et d'injection, etc », explique celui qui appelle à l'implication de tout un chacun pour l'adoption de pratique exemplaire afin de prévenir les risques et assurer une bonne prise en charge de la femme enceinte et de son bébé.

De son côté, le secrétaire général du ministère de la santé, Jean Youssouf se dit heureux que le pays ait fait des efforts importants en matière de réduction de la mortalité maternelle en termes de naissance vivantes et que 82% des accouchements en milieu hospitalier bénéficient de l'assistance d'un personnel qualifié. « Notre pays s'est résolument engagé dans une politique sanitaire prioritaire en adoptant la nouvelle stratégie sur les soins maternels et néonataux sans risque. Ainsi, comme le reste du monde,



Journée de la sécurité des patients célébrée à Moroni.

notre pays s'est engagé à mettre en œuvre la stratégie mondiale de la santé de la femme et de l'enfant en 2030, à travers l'élaboration d'une stratégie intégrée pour l'amélioration de la santé de la reproduction, maternelle, néonatale, infantile et des adolescents. C'est pourquoi le ministère de la santé et ses collaborateurs dont l'OMS comptent

conduire une revue finale des différentes stratégies SRMNIA, un exercice qui permettra de mesurer l'impact de la covid sur les services de santé maternelle et infantile », a déclaré M. Youssouf.

Pour rappel, le pays a enregistré 17 décès maternels en cette année de 2021. « Il est donc possible avec l'état de nos connaissances sur la

sécurité des patients, de réduire significativement les lacunes et certains manquements pour qu'ensemble nous puissions contribuer efficacement à l'amélioration de la prise en charge des patients au niveau de nos structures sanitaires », conclut Jean Youssouf.

Andjouza Abouheir

FOOTBALL, TOURNOI DES RÉGIONS

Hambou a remporté le trophée

Le tournoi des régions organisé par l'Amicale des Entraîneurs et Éducateurs de Football de Ngazidja (AREFN) a pris fin ce samedi 18 septembre. La finale a opposé les régions de Hambou et Bambao et le Hambou est sorti vainqueur du tir au but par un score de 5 buts à 4.

La première compétition de l'Arefn s'est passée dans une atmosphère de calme, sportive et de fraternité comme le bureau l'avait souhaité. La finale a eu lieu ce samedi 18 septembre et avait opposé les régions de Hambou et Bambao et le Hambou s'est imposée aux tirs au but par un score de 5 buts à 4. C'était un match » de très haut niveau avec une intensité et les deux équipes étaient très ambitieuses. Les spectateurs n'étaient pas déçus.

C'est la région de Bambao qui a ouvert le score en premier à la 40e minute de la première partie par Hadji. Cinq minutes avant la mi-temps, Zidane a remis les deux équipes à égalité par un coup de tête. Ce numéro neuf de l'union sportif de Zilmadjou natif de Chouani a marqué le dernier tir au but et a donné la victoire à sa région.

« Les deux équipes étaient présentes. Les joueurs ont tout donné pour gagner. Certes, les deux ne peuvent pas gagner. C'est toujours une qui remporte la victoire. Et Hambou a eu la chance de gagner voilà », avance Gahadro, le coach de la région de Bambao. Ce dernier félicite son adversaire et va se préparer pour la deuxième édition. « Ce que j'ai retenu dans ce tournoi régional, il y avait la fraternité, l'amitié surtout la paix. Tous les jeunes

de Bambao ont joué ensemble, malgré les conflits inter-villageois. C'est une bonne chose pour nous », poursuit-il.

De son côté, le coach de la région de Hambou se dit satisfait de cette victoire. « J'avoue que notre adversaire était au top. Ces joueurs ont fait un bon match, tout comme nous. On aurait dû gagner le match à la deuxième période, mais on a raté un penalty. Mais bon le match est fini par un but partout, nous

avons fait la différence dans les tirs au but. En tant que coach et membre du bureau de Arefn, je suis fier du déroulement de la compétition », se réjouit le coach de Hambou, Abraham alias Acoté.

Pour le coordinateur de l'AREFN, le but de ce tournoi était de donner l'opportunité aux jeunes de se défouler et montrer ce qu'ils valent. « Les jeunes se sont défoulés dans une harmonie, joie, fraternité avec un esprit sportif, malgré leur

problème inter-villageois. Donc, on a atteint l'objectif du tournoi. On espère le réorganiser chaque fin d'année avant la reprise du championnat », souhaite Youssouf Ahamada dit Dakota.

Nassuf Ben Amad

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
 Saïd Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Saïd Omar
Rédacteur en chef
 Mohamed Youssouf
Secrétaire de rédaction
 Toufé Maecha
Rédaction
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 A.O. Yazid
 Andjouza Abouheir
 Nassuf Ben Amad
 Kamal Gamal Abdou
 Nabil Jaffar
 Riward
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
 Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
 Mohamed Saïd Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
 www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45



CULTURE

‘Slamer, un pied sur la Lune’, le temps de la troisième édition

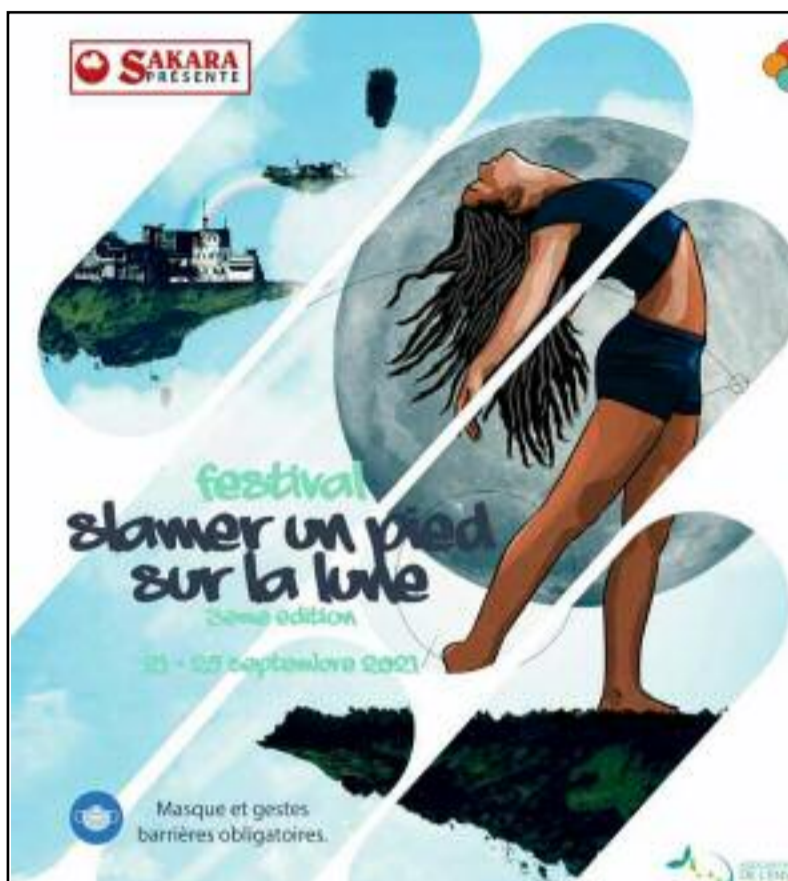
Ce mardi débute au CCAC-Mavuna la troisième édition du festival ‘Slamer, un pied sur la Lune’. Un grand événement pour les mots, la poésie et le slam. Pour cette troisième édition recentrée autour de l’environnement, les organisateurs s’attendent à une grande réussite malgré les mesures de restriction sanitaire.

Si pour la deuxième édition du festival ‘Slamer, Un pied sur la Lune’, qui a eu lieu en septembre 2018, c’était un événement « complet et réussi » selon les organisateurs, « cette troisième édition », qui devait avoir lieu en 2020, mais décalée à cause de la situation sanitaire, se doit d’être remarquable. « Nous nous attendons à un très grand et énorme festival et cela dans le respect des mesures barrières et autres restrictions imposées par le gouvernement », nous confie Fatma Salim Said Ali, présidente de l’association Sakara.

Face à la dégradation de l’environnement, les organisateurs ne peuvent pas rester indifférents et c’est pour cela que l’acolyte de DaGenius, slameur et membre du collectif Sakara fait savoir que «

pour cette édition, nous allons mettre l’accent pour faire un slam engagé en parlant de l’environnement ». Selon elle, « ce thème sera abordé lors de la table ronde qui aura lieu au Centre de création artistique des Comores (CCAC-Mavuna) ». « Nous allons mettre en avant les acteurs qui travaillent pour l’environnement, le recyclage et tout ce qui va dans ce sens. Et pour combler le tout et cela n’a lieu que cette année, une expo-vente des produits recyclés aura lieu au centre le long du festival », nous annonce la présidente de Sakara.

Si pour cette troisième édition la présence du poète-slameur franco-camerounais, Marc Alexandre dit Capitaine Alexandre ne se fait pas, Dagenius et les siens réservent des invités de marque pour cette édition qui va débiter ce mardi. « En plus d’Albert qu’on a eu à la dernière édition, nous allons avoir la slameuse ivoirienne et vice-présidente du collectif Au nom du Slam, Aminata Bamba alias AMEE, le slameur très engagé gabonais, Anonym, les camerounais Sylvanie qui est humoriste et qui va animer un atelier de stand-up, Faith Full qui est artiste, poète et directeur du festival



Slam-Roune et le poète Marsi Essomba », nous détaille Fatma Salim Said Ali car selon elle, « le but du festival est d’inviter des étrangers pour partager et les inviter à découvrir nos îles et notre richesse du slam et de la culture ».

Connaisseur du festival après l’avoir découvert en 2018 lors de la deuxième édition, Albert Maurisso Leroy alias Malalone, évoque la beauté, le sens derrière le festival et l’énergie des artistes comme éléments incitateurs pour

ces artistes étrangers. « C’est toujours un plaisir de partager avec les artistes et les autres. On peut être sur une île et produire la beauté en étant détaché du reste du monde physiquement. Et c’est tout la magie du festival », dit-il tout fier. Si pour le Capitaine, les îles de la Lune sont une terre d’accueil, pour Malalone, l’idée reste la même. Ce dernier dit que pour les valeurs et le sens du partage, « les Comores constitue notre deuxième chez nous grâce à l’énergie derrière l’art et la culture ». Conscient de la force du partage, Albert reconnaît que ce qui porte et anime les artistes c’est « cette envie de décloisonner les espaces ». « L’art et la culture appartient à tout le monde et ce sont les seules choses qui permettent de nous élever spirituellement et d’élever notre intelligence. Seules ces deux choses peuvent dire l’histoire de l’humanité », devait-il insister.

Aux amateurs des mots, le chrono est lancé pour cette troisième édition du festival ‘Slamer, Un pied sur la Lune’ à partir de ce mardi.

A.O Yazid

COMMUNIQUE DE PRESSE

Moroni, le 17 septembre : Le Corps diplomatique, les représentants du Système des Nations Unies, ainsi que les autres partenaires au développement résidant en Union des Comores, se sont réunis, le jeudi 16 septembre 2021, dans les locaux de l’Ambassade des Émirats Arabes Unis, pour discuter des voies et moyens de mettre en place un mécanisme structuré de coordination pour un partenariat renforcé et un appui efficace et efficient aux projets de développement de l’Union des Comores. Le ministère des Affaires étrangères était représenté par le Directeur Général de la Coopération Internationale.

Les participants à cette réunion ont également exprimé la nécessité de se rencontrer régulièrement, en vue d’une meilleure concertation entre les différents partenaires au développement. Ce cadre d’échanges permettra de faciliter le partage d’informations et d’avoir une visibilité sur la cartographie de l’évolution des projets et programmes dans le pays.

La réunion a réaffirmé l’importance de travailler plus étroitement ensemble en tant que partenaires au développement et de mettre l’accent sur le développement des ressources humaines et techniques dans l’appui au développement du pays.

La réunion s’est enfin engagée à travailler plus étroitement, sous le leadership du gouvernement comorien, pour contribuer efficacement à la mise en œuvre de la vision du Président Azali Assoumani, en soutenant le Plan Comores Émergent (PCE), afin d’améliorer les conditions de vie de la population comorienne et de créer les conditions de paix, de stabilité et de prospérité à l’horizon 2030.